

# COMMANDOS DE LÉGENDE

11 Janvier 2013

## DGSE. COMMANDOS DE LÉGENDE: LE 11 JANVIER 2013, L'OPÉRATION DE LA DGSE POUR SAUVER DENIS ALLEX

---

*Posté le mardi 31 août 2021*



**En voulant récupérer leur agent détenu en Somalie depuis trois ans et demi, les services français ont tenté une action périlleuse dans ce pays africain aux mains des djihadistes. Jouant de malchance, ils ont échoué tandis que le militaire a été exécuté par ses geôliers.**

**Cette opération menée en janvier 2013 restera comme l'une des plus périlleuses et des plus complexes jamais montées par les «services» français. Celle dont l'échec fut l'un des plus cuisants aussi. Car les immenses efforts déployés pendant de longs mois par la Direction générale des services extérieurs, la DGSE, pour libérer un de ses agents détenu en Somalie par des islamistes radicaux n'ont pas été payés de succès.**

Au terme d'un raid nocturne digne d'un film de guerre à gros budget, l'otage et deux autres militaires ont été tués. Pire, les corps de deux d'entre eux n'ont pu être récupérés et sont restés sur le terrain. Six ans après, les visages de ceux qui acceptent de témoigner s'assombrissent en évoquant l'affaire. Comme si la rage le disputait toujours aux regrets de n'avoir pu réussir cette mission extrême, d'avoir échoué à extraire un camarade des geôles où il vivait un calvaire depuis trois ans et demi.

Le 14 juillet 2009, l'adjudant-chef Denis Allex est enlevé dans un hôtel de Mogadiscio, la capitale somalienne, où il est instructeur pour les forces gouvernementales de ce pays en plein chaos. Avec lui, ce même jour, un autre agent de la DGSE, Marc Aubrière, est pris en otage. Conformément aux usages dans les services secrets, l'identité des deux hommes est fictive, leurs véritables noms ne seront jamais révélés. Un mois plus tôt, l'armée française a mené en mer Rouge des opérations contre des pirates somaliens qui s'en étaient pris à des bateaux battant pavillon tricolore.

Marc Aubrière, détenu par le groupe djihadiste Hizbul Islam, parviendra à s'évader un mois plus tard. Denis Allex, lui, est tombé dans les mains d'un groupe plus radical, Harakat al-Chabab al-Moudjahidin, les Shebab, dont les miliciens ont fait allégeance à al-Qaïda. Une longue et dure captivité commence pour cet agent du Service action (SA) de la DGSE, la quarantaine sportive, ancien nageur de combat, marié et père de trois enfants. Rattaché au Centre parachutiste d'instruction spécialisé (CPIS) de Perpignan, l'ancien 11e Choc, l'une des bases

# COMMANDOS DE LEGENDE

11 Janvier 2013

du SA, Alex est un habitué des missions ardues. En 2005, après dix-huit ans de service, il a été cité et décoré de la médaille militaire.

Un interminable silence. À la «Centrale», ainsi surnomme-t-on la DGSE dont le siège est situé caserne Mortier, porte des Lilas à Paris, la capture de Denis Alex est vécue comme un choc. Pour les hommes et les femmes des «services extérieurs», qui connaissent pourtant les risques du métier, cette affaire va devenir la leur. Et pour leur directeur général, Érar Corbin de Mangoux, nommé sous Nicolas Sarkozy, la priorité, l'obsession même, sera désormais de localiser l'agent et de le libérer, coûte que coûte. Tout sera mis en œuvre dans ce but.

Des initiatives diplomatiques et clandestines sont entreprises. Elles n'aboutiront pas. «Capteurs» humains et matériels, intermédiaires, alliés... tous les moyens ont été déployés. «En vain», relate Jean Guisnel, journaliste au magazine **Le Point**. Une première vidéo de Denis Alex est diffusée sur des sites Internet liés aux Shebab, en juin 2010. Il faudra beaucoup de temps pour prendre contact avec les ravisseurs qui jouent avec les nerfs des autorités françaises, mettant des mois à donner des preuves de vie de l'otage, puis douchant tous les espoirs avec un interminable silence.

**«Ils exigeaient la libération de certains Shebab emprisonnés en France après une attaque maritime menée en 2008, ainsi que le versement d'une rançon. Mais les pourparlers s'enlisent»**, raconte le journaliste Vincent Nouzille (1).

Lorsque François Hollande arrive à l'Élysée, il se saisit immédiatement de l'affaire et renouvelle l'appui présidentiel aux efforts acharnés de la DGSE pour récupérer son agent. Cédric Lewandowski, le directeur de cabinet du ministre de la Défense, et Érar Corbin de Mangoux travailleront en boucle courte, appuyés par Jean-Yves Le Drian. Le chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, leur apportera un soutien sans faille et fournira tous les moyens nécessaires.

La longue traque qui mènera à Denis Alex durera trois ans. **«La direction technique de la DGSE a accompli une véritable prouesse technique»**, confie un proche du dossier. Un travail minutieux incluant des écoutes, des recoupements multiples et des missions de renseignement sur place. Un peu comme retrouver une aiguille dans une botte de foin. Même les Américains, qui ont prêté main-forte, n'y croyaient pas, tant l'entreprise ressemblait à une mission impossible. Et pourtant, comme le raconte Jean Guisnel, **«les cinquante agents qui ont travaillé à temps plein en France et en Afrique pour débusquer leur ami, avec tous les moyens concevables, ont fini par mettre la main dessus»**.

Denis Alex a été changé d'endroit à plusieurs reprises. Mais, à l'été 2012, la DGSE a acquis la quasi-certitude qu'il se trouve dans une maison à Bul Marer, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Mogadiscio, non loin du port de Merka. De l'extérieur pourtant, rien ne permet de soupçonner la présence de l'otage dans cette bâtisse de plain-pied comprenant une cour intérieure et entourée de murs aveugles. Des agents parviennent à se rendre clandestinement

# COMMANDOS DE LEGENDE

11 Janvier 2013

à proximité, dans une maison similaire dont ils relèvent les plans. La prison où Denis Alex vit entravé sera reconstituée en France pour permettre aux hommes du SA de s'entraîner à un assaut. Une opération «de vive force», comme disent les militaires, se prépare. Elle sera répétée inlassablement.

Durant l'automne en effet, François Hollande donne son accord de principe. Préalablement, le chef de l'État a souhaité avoir l'assentiment de l'épouse de l'otage. Il raconte aux journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme: «**Lorsque j'avais rencontré la femme d'Alex, elle avait elle-même admis le principe: si une opportunité se présentait, elle comprendrait qu'une opération puisse être menée**». (2) L'ancien chef de l'État relate aussi comment, peu avant les vacances de Noël, il avait validé le fait que, si le lieu de détention de l'otage était confirmé, l'opération puisse avoir lieu dans la nuit du 11 au 12 janvier. Les stratèges de la DGSE ont choisi la date en fonction de la nouvelle lune, qui devrait permettre de bénéficier d'une obscurité quasi complète. Cette nuit-là, on prévoit même de provoquer une panne de courant dans le secteur...

D'emblée, la DGSE a fait savoir que l'opération comporte des risques et ne peut réussir sans un effet de surprise total. Compte tenu de la localisation de l'otage, le raid aura lieu à partir de la mer. Le 5 décembre 2012, le porte-hélicoptère amphibie **Mistral** a quitté Toulon pour participer à l'opération «Corymbe» de lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée... loin de la mer Rouge. Son retour n'est prévu qu'en avril. Mais cinq jours plus tard, comme le raconte Jean Guisnel, un ordre inattendu tombe: retour à Toulon. Sans explication.

Officiellement, le **Mistral** doit participer à un exercice ultra confidentiel avec les Américains dans le golfe Persique et met le cap vers le canal de Suez. Mais, à bord personne ne sait rien. Certaines parties du bateau sont interdites à l'équipage. Les téléphones du bord et les liaisons Internet sont coupés. Pendant ce temps-là, à Toulon, à l'approche de Noël, les épouses n'ont pas de nouvelles et s'inquiètent. Six hélicoptères ont été embarqués, deux Caracal du Service action, deux autres du Commandement des opérations spéciales (COS) qui a requis également deux hélicoptères de combat Tigre. Les préparatifs se poursuivent à l'escale de Djibouti, dans le plus grand secret. Une cinquantaine de commandos du CPIS sont à bord du **Mistral**, tous volontaires pour libérer leur collègue.

Agir, et vite. Dans les premiers jours de janvier 2013, l'opération n'attend plus qu'un feu vert de François Hollande. Pourtant, celui-ci demande encore des précisions et une évaluation des risques. Ses interlocuteurs lui assurent être certains «à 90 %» qu'Alex se trouve bien dans la maison repérée à Bullo Marer. L'effet de sidération sur les ravisseurs doit jouer un rôle capital, fait-on valoir au chef de l'État, d'où la nécessité de profiter de l'obscurité. Le créneau propice approche. Un argument de taille plaide aussi pour l'action: dans les dernières vidéos diffusées par les ravisseurs de Denis Alex, celui-ci, détenu dans des conditions abjectes, apparaît très mal en point. Il faut agir vite.

# COMMANDOS DE LEGENDE

11 Janvier 2013

Le «go» présidentiel ne sera finalement donné que la veille du jour J, lors d'un conseil de défense à l'Élysée. Au même moment, une autre opération militaire d'envergure, au Sahel celle-là, est sur le point d'être lancée. **«Dans la nuit du 11 janvier, il se trouve qu'on avait également engagé l'opération "Serval" au Mali, mais c'était une coïncidence absolue,** dit François Hollande. **Lorsqu'il y a eu le conseil de défense afin que je donne l'ordre pour l'opération somalienne, cela a été l'occasion pour moi de décider aussi d'intervenir au Mali car les terroristes arrivaient sur Bamako»,** poursuit l'ancien chef de l'État. (2). «Maintenant, nous devons prendre le risque», dira-t-il aussi. (3)

Vers minuit, ce 11 janvier 2013, la quarantaine d'hommes, tous volontaires, qui va mener le raid monte dans les **Caracal** qui décollent, appuyés par les **Tigre**. Les hélicoptères déposent les commandos à une dizaine de kilomètres de Bulo Marer. Il s'agit avant tout de faire en sorte que les djihadistes ne puissent pas entendre les appareils. Les militaires sont équipés de lunettes de vision nocturne, d'armes de poing et de fusils d'assaut munis de silencieux. Leur progression vers le village durera trois heures. La zone est marécageuse et traverser les champs irrigués n'est pas aisé.

Les militaires ont également dû faire face à une difficulté imprévue, sur laquelle insiste Vincent Nouzille. Ils auraient en effet croisé des villageois, certains portant des armes comme souvent en Somalie, debout à cette heure de la nuit, ou se rendant à la prière. Selon la version du journaliste, une dizaine de civils ont été «éliminés» afin d'éviter qu'ils ne préviennent les Shebab.

À l'Élysée, à la Défense, dans la «cuve» du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) et à la «Piscine» (le surnom de la caserne Mortier), on suit le déroulement du raid avec fébrilité. Quelques heures plus tôt, «Serval» a été lancée au Mali et un militaire français, le lieutenant Damien Boiteux, a déjà trouvé la mort. Un haut responsable militaire français se souvient: **«Nous n'avions que des points qui se déplaçaient sur une carte, tandis qu'à l'ambassade des États-Unis à Paris, les Américains recevaient des images en direct grâce à leurs drones».** Aux termes d'un accord avec Washington négocié au plus haut niveau, les Américains dépêcheront deux avions, dont un C-130 Hercules muni de canons pour appuyer le raid français.

3 heures du matin: l'opération se poursuit normalement, le groupe progresse vers sa cible. À l'Élysée, le président de la République se retire pour prendre un peu de repos. On le réveille vers 5 heures, avec une mauvaise nouvelle: **«On m'a dit: "L'opération n'a pas marché, le type est mort..."»**, racontera-t-il plus tard. Que s'est-il donc passé? À quel moment la machine bien huilée de cette audacieuse équipée s'est-elle enrayée? Il n'aura fallu qu'un grain de sable dans le désert somalien...

Arrivés tout près de la maison, dans un silence de mort, les militaires français s'apprêtent à donner l'assaut contre la bâtisse en pisé qu'ils connaissent par cœur sans y être jamais entrés. Mais soudain, l'un des commandos trébuche sur ce qu'il croit être une couverture: c'est un garde qui dormait! L'homme est neutralisé mais parvient auparavant à donner l'alerte en hurlant. L'indispensable surprise ne

# COMMANDOS DE LEGENDE

11 Janvier 2013

pourra plus jouer. En quelques secondes néanmoins, un sergent-chef parvient à plaquer une échelle télescopique contre le mur, et à sauter dans la cour intérieure de la maison. Mais il est tué sans avoir pu ouvrir le portail pour ses camarades, selon le récit livré par Jean Guisnel. Le sous-officier avait 40 ans. Son contrat s'achevait le mois suivant...

Denis Alex est bien là. Mais ses geôliers l'entraînent immédiatement à l'arrière du bâtiment où ils l'exécutent froidement de quatre balles. Des dizaines de rebelles, sortis de nulle part, affluent en renfort. Les djihadistes ont-ils été renseignés sur l'assaut français en préparation? Les combats, très violents, se poursuivent pendant près d'une heure. Les hélicoptères français et le C-130 américain - qui effectue des tirs de diversion - interviennent pour permettre aux militaires français de se dégager du guêpier et de rejoindre le **Mistral**. Ils laissent deux morts sur le terrain, dont Denis Alex, sans avoir pu récupérer leurs cadavres. Quatre militaires grièvement blessés sont ramenés à bord. L'un d'eux, le capitaine Patrice Rebout, 37 ans, décédera peu après. Officiellement, dix-sept djihadistes ont été tués lors du raid, sans doute davantage.

Un terrible bilan. C'est la consternation. Le bilan français est terrible. On invoque la malchance dans un contexte de difficulté extrême. Devant les journalistes Davet et Lhomme, Hollande assumera: **«C'est un échec parce qu'on n'a pas ramené l'otage. (...) Maintenant, est-ce que cette opération devait être décidée? Oui. J'en ai assumé la responsabilité. La famille d'Alex, celles des deux tués pour aller le chercher, le régiment, tous m'ont dit: "C'était notre devoir d'y aller"»**. (2) Fin janvier 2013, le chef de l'État se rendra, sans journaliste cette fois, au CPIS de Perpignan pour une émouvante cérémonie en hommage aux blessés et en mémoire des militaires tombés en Somalie.

## «LA FRANCE NE PEUT ACCEPTER QUE SES RESSORTISSANTS SOIENT DÉTENUS»

---

En coulisses, certaines critiques se feront jour sur le déroulement du raid et la nature des moyens engagés.

**«N'aurait-il pas fallu avoir recours aux forces spéciales plutôt qu'aux militaires du Service action qui ne sont pas entraînés pour ce type d'opération?»**, souligne un haut gradé.

Les agents du SA, qui agissent souvent individuellement dans la clandestinité, ne sont pas formés pour les manœuvres coordonnées visant à contrôler une zone, fait notamment valoir cette source. Un débat, qui n'est guère nouveau, sur le rapprochement, voire la fusion, des forces spéciales et du SA s'esquisse à cette occasion mais il restera sans suite. L'opération manquée pour récupérer Denis Alex hante toujours la mémoire des services de renseignement. **«La DGSE n'a toujours pas fait son coming out»**, constate une bonne source. Un chef militaire impliqué dans l'opération rappelle un point qui lui tient à cœur: **«Au moins Alex a-t-il pu savoir, avant de mourir, que ses camarades ne l'avaient pas laissé tomber»**.



# COMMANDOS DE LEGENDE

11 Janvier 2013

Ce message d'ailleurs, François Hollande l'adressera, lors de ses vœux à la presse, quelques jours après le raid manqué, à tous les djihadistes retenant des otages, en guise d'avertissement: «**La France ne peut accepter que ses ressortissants soient détenus**». Au cours des mois suivants, Paris et Washington continuent de traquer le chef des Shebab somaliens, Ahmed Godane. Celui-ci sera finalement abattu dans sa voiture par une frappe américaine, le 1er septembre 2014. Le responsable des trois morts de la DSGE à Bullo Marer aura été puni.

## Le Figaro Enquêtes

(1) Erreurs fatales, *par Vincent Nouzille (Fayard), 2016.*

(2) Un président ne devrait pas dire ça..., *par Fabrice Lhomme et Gérard Davet (Stock), 2016.*

(3) Les guerres du président , *par David Revault d'Allonnes (Seuil), 2015.*

## DES CENTAINES DE PERSONNES AUX OBSÈQUES D'UN DES COMMANDOS TUÉS EN SOMALIE

---

